

LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1745
du 19 au 25 juin 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Mon métier, c'est de liquider les entreprises. »

Pierre Gattaz



SNCF

**Sabotons
leur réforme**

M 02137 - 1745 - F: 2,00 €



Boycott de la Coupe du monde **PAGE 7**



Nouveau congrès de la Fédération anarchiste, nouveaux mandats et nouveaux mandatés ! La lutte sociale, elle, n'est pas nouvelle. Les prolétaires nous l'ont encore démontré cette semaine. Grève à la Poste, grève à la SNCF et grève des intermittents et précaires. Pour exiger de nouveaux droits ? Non. Il s'agit de se battre pour les droits déjà acquis. L'État et le capital tentent encore et toujours de détruire ces acquis sociaux. Et, pour cela, quoi de mieux que la vieille stratégie : diviser pour mieux régner ? Qualifier les grévistes de « preneurs d'otages » est un leitmotiv récurrent dans la novlangue des exploités, permettant de présenter une image brouillée des grévistes et de leurs luttes. Ainsi, ils n'ont plus besoin de frapper eux-mêmes. Ce qu'ils cherchent à provoquer, c'est une guerre fratricide, une guerre entre les exploités. Rien n'est moins sûr, cette fois-ci, que le prolétariat tombe dans le panneau. Pour notre part, cette manœuvre grossière des dirigeants relayée par la presse bourgeoise ne nous fera pas perdre de vue les intérêts de classe. Oui à la grève aujourd'hui, oui à la prise en main des moyens de production par les travailleurs demain. La nouvelle équipe mandatée au Comité de rédaction du *Monde libertaire*, à l'instar de l'ancienne, continuera de rendre compte de toutes les luttes contre l'exploitation capitaliste et étatique.

Actualité

- Hardi les cheminots**, par Voie libre, page 3
La grève, rien que la grève, par G. Goutte, page 4
Vers la convergence des luttes, par Camille, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Razzia sur la Poste, par SUD-PTT, page 8
À l'assaut de la FFF, par Boycott Coupe du monde, page 9

Arguments

- Contre la machine libérale de la social-démocratie**, par FA, page 10
Féministe et anarchiste : toujours ! par FA, page 11
L'Ordre nouveau, la CIA et l'écologisme, par P. Pelletier, page 12

Histoire

- Luigi Fabbri : anarchiste communiste italien**, par Paul, page 16
S'organiser pour l'anarchie, par L. Fabbri, page 17
La révolution contre le fascisme, par L. Fabbri, page 18
Lutter pour tuer le fascisme, par L. Fabbri, page 19

À lire

- Les origines anarchistes du 1^{er} mai**, par L. Barbesois, page 20

Le mouvement

- La Foire à l'autogestion**, page 20

Illustrations

Aurelio, Krokaga, Valère

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Hardi les cheminots, ne foirez pas !

À L'HEURE où vous lirez ces lignes écrites le vendredi 13 juin après midi, il est possible que la grève déclenchée à la SNCF et commencée le mardi 10 juin au soir se poursuive, comme il est possible que les cheminots en lutte aient décidé d'y mettre un terme. Quoi qu'il en soit, cette grève marque une nouvelle étape dans la longue bataille des travailleurs du rail contre le démantèlement du service public ferroviaire et pour la défense de notre statut et de nos conditions de travail.

La réforme ferroviaire décidée par le gouvernement a fait l'objet d'un intense lobbying du patronat : ce qu'ils veulent, c'est briser les lieux de résistance ouvrière, démanteler les derniers services publics, accentuer les privatisations et la sous-traitance, renforcer le dumping social pour faire éclater les réglementations du travail, augmenter la productivité et les profits en transformant la SNCF en une machine de guerre économique à la conquête du marché ferroviaire européen et mondial.

Les cheminots et leurs organisations syndicales combattives luttent depuis plus d'un an pour s'opposer à l'appétit féroce et sans limites de la sauvagerie capitaliste : en 2013, deux grèves ont eu lieu les 13 juin et 12 décembre pour dénoncer le projet de loi sur l'organisation du système ferroviaire. Le 22 mai 2014, 22 000 cheminots ont défilé dans les rues parisiennes en guise de dernier avertissement au gouvernement. Depuis, le 10 juin, une grève reconductible a été appelée par la CGT et SUD-Rail rejoints depuis par la CGT-FO et First (petit syndicat né en 2011 de l'éclatement de la CFTC-Cheminot).

La plate-forme revendicative commune adoptée par la CGT et SUD-Rail et reprise par toutes les assemblées générales des cheminots en grève est claire et solide :

- annulation ou retrait du projet de loi du gouvernement sur la réforme ferroviaire ;
- réintégration du système ferroviaire dans une seule entreprise publique (1 seul établissement public industriel et commercial (Epic), pas 2 comme depuis 1997 (RFF et SNCF), pas 3 comme dans le projet de loi) ;
- non-remise en cause du RH 0077 et du statut, leur amélioration et leur extension à tous les salariés du secteur ferroviaire ;
- arrêt de l'éclatement de l'entreprise SNCF, des démantèlements, filialisations et privatisations (le groupe SNCF comprend près de 650 filiales et sociétés diverses) ;
- annulation de la dette imposée par l'État depuis des années aux entreprises publiques ferroviaires.

Le patronat et le gouvernement intensifient leur propagande et multiplient les mensonges aux usagers et aux cheminots :



– la réforme ferroviaire est inéluctable et sauverait le système ferroviaire français : le projet de loi prévoit trois entreprises séparées avec trois conseils d'administration différents. La dette de près de 40 milliards d'euros que l'État a imposée au service public ferroviaire serait intégralement supportée par les cheminots, dont les gains de productivité serviraient à rembourser les intérêts aux banques. La non-reprise par l'État de sa dette étouffera le chemin de fer et empêchera tout développement et toute modernisation ;

– nos conditions de travail et notre statut ne seraient pas menacés : l'article 13 du projet de loi prévoit l'abrogation pure et simple du texte régissant les conditions de travail des cheminots, le RH 0077. Ayant fait *tabula rasa* de nos conditions de travail, des « négociations » s'engageraient ensuite pour adopter un « cadre social harmonisé » commun aux 150 000 travailleurs du rail du secteur public et 5 000 travailleurs du rail du secteur privé, cadre social défini par une convention collective alignée sur les conditions les plus basses, ce qui signifierait que les 150 000 cheminots de la SNCF s'aligneraient sur les 5 000 cheminots du privé et non l'inverse. En 2013, 25 % des embauches ne se sont pas faites au statut et se sont tenues sur des bases contractuelles. La séparation du système ferroviaire et la filialisation vont développer les embauches de contractuels qui, à terme, deviendront majoritaires, le statut s'effondrera alors de lui-même.

La CFDT soutient, quant à elle, totalement la réforme du gouvernement et appelle celui-ci à « résister aux organisations syndicales » et aux cheminots en grève. La CFDT s'engage massivement dans la collaboration de classe espérant devenir le partenaire soumis et privilégié de la direction : depuis le début de la grève, la SNCF rediffuse ainsi massivement en interne les tracts et communiqués des jaunes

de la CFDT. Pour autant, les jaunes, le patronat et le gouvernement sont loin d'être sereins, ils savent que la mobilisation à la base et dans les assemblées générales est forte et déterminée. Guillaume Pepy, patron de la SNCF nommé par Sarkozy et dont le mandat a été maintenu et confirmé par le gouvernement de gauche, l'avouait ainsi lors de son tchat aux agents SNCF du 5 juin 2014 : « Mon second argument tient au fait que cette grève me paraît potentiellement dangereuse. Si elle était reconduite et entraînait des perturbations excessives dans le pays, je crois que le gouvernement, qui se trouve dans une position affaiblie, pourrait être tenté d'annuler la réforme. »

Cette grève est décisive pour l'avenir des cheminots et du service public ferroviaire. Mais mettre en échec le gouvernement et le patronat sur son projet de réforme ferroviaire n'est pas suffisant, il faut construire notre propre service public ferroviaire libertaire, géré directement et organisé sur une base fédéraliste par les collectifs d'usagers et de travailleurs du rail après avoir exproprié les capitalistes et les patrons. Il n'y a pas de capitalisme acceptable, négociable ou à visage humain, la grève générale expropriatrice est bien le préalable nécessaire à la révolution sociale et libertaire qui règlera le problème social.

Voie libre

Liaison des cheminots de la FA
voie-libre@federation-anarchiste.org

1. Ce titre barre la une du numéro du 3 juillet 1898 du journal anarchiste Le Père Peinard fondé et publié par Emile Pouget. C'est la première utilisation du terme « cheminot » avec la terminaison en -ot et non en -eau, « cheminots » désignant les employés et ouvriers du chemin de fer et « chemineaux » les terrassiers et journaliers qui traçaient les lignes de chemins de fer.

Intermittents et précaires

La grève, rien que la grève

DEPUIS LA CONCLUSION, le 22 mars 2014, de l'accord sur l'assurance chômage (signé par le Medef, la CFDT, la CGT-FO et la CFTC), les intermittents du spectacle et les précaires (intérimaires, travailleurs à activité réduite, seniors) se mobilisent pour qu'il ne soit pas agréé par le gouvernement «socialiste». Commencé par des manifestations, des assemblées générales régulières et des occupations diverses (principalement d'agences Pôle emploi), le mouvement s'est radicalisé ces dernières semaines en ayant recours à la grève pour intensifier la pression en cette période estivale où les festivals sont légion dans l'Hexagone. Et ces travailleurs, en activité ou au chômage, n'entendent pas baisser les bras de sitôt.

Prendre aux pauvres pour donner aux riches

Il faut dire que ledit accord, conclu en quinze minutes après douze heures d'interruption de séance (autrement dit élaboré dans les couloirs, sans réelle négociation), s'attaque violemment à l'indemnisation des intermittents et des précaires pour financer le prétendu déficit de l'Unedic : plus de 70 % des intérimaires verraient ainsi désormais leurs revenus baisser d'en moyenne 300 euros par mois¹. Une saignée qu'ils devraient accepter sans broncher, quand le patronat, lui, se voit gratifié de plus de 800 millions d'euros d'économies. En souhaitant agréer cet accord, le gouvernement affiche clairement sa volonté de répondre aux moindres caprices du Medef. Parce que ledit déficit de l'Unedic, qui se chiffrait à 1,5 milliard d'euros, ne peut être attribué au nombre d'indemnisés, le montant des cotisations étant largement supérieur à celui des indemnités versées (pour un solde de 4,5 milliards d'euros). Son origine est à chercher ailleurs, notamment dans les sommes monstrueuses dépensées pour fliquer les chômeurs et réaliser des audits bidon censés les aider à trouver un job. Par exemple, les 112 000 intermittents du spectacle, principales cibles de l'accord – mais pas la seule –, ne représentaient, en 2011, que 3,5 % des chômeurs indemnisés, soit 3,4 % des dépenses de l'Unedic. Mais il a toujours été plus simple pour le capital de prendre dans les poches des pauvres plutôt que dans celles des riches. D'autant que, au-delà des économies cyniquement réalisées, sont visées la destruction et la disparition d'un régime d'indemnisation qui permet de relativiser la précarité liée à des emplois précaires aux durées limitées. Car ce que le Medef craint par-dessus tout,



c'est que ce régime particulier puisse un jour servir de modèle aux autres.

La contre-offensive médiatique

Dans cette entreprise de liquidation des derniers acquis sociaux, le patronat peut bien sûr compter sur le gouvernement qui, depuis son arrivée au pouvoir en 2012, n'a jamais rien fait d'autre que d'ouvrir grand ses bras au Medef. Mais Pierre Gattaz et sa bande trouvent aussi un allié servile dans la grande presse, dont les directions de rédactions savent se faire les hérauts légitimateurs des ambitions patronales à travers un traitement nettement partial de l'actualité. Ainsi, de même que les méchants cheminots prendraient en otage les pauvres petits bacheliers, les intermittents du spectacle auraient l'outrecuidance d'empêcher le libre épanouissement de la culture. Éducation, culture : deux sacro-saints domaines de la République auxquels les travailleurs devraient tout sacrifier sous peine de passer pour de véritables salauds. Un discours qui, malheureusement, semble prendre racine dans bien des têtes, trop paresseuses pour voir dans ces luttes non pas une seule volonté de destruction mais bien l'expression d'un désir de construire un service public de qualité et d'élaborer une «culture» riche, libre et accessible à tous.

Mais les intermittents et les précaires maintiennent, contre vents et marées médiatiques, le cap de la lutte. À Montpellier, le Printemps des comédiens en est aujourd'hui le principal théâtre, et annonce ce qui pourrait advenir du célèbre Festival d'Avignon (qui s'ouvrira le 4 juillet) si le gouvernement venait à agréer l'accord scélérate. Les annulations de spectacles s'y multi-

plient en raison des grèves reconduites depuis plusieurs jours. Mais le mouvement concerne aussi d'autres villes, notamment Toulouse où, mardi 10 juin, huit théâtres se sont mis en grève « afin de marquer leur refus de voir agréer par le ministre du Travail l'accord interprofessionnel du 22 mars 2014 sur l'Unedic "négocié" entre les partenaires sociaux »². Gageons que la lutte persiste à montrer la même détermination, jusqu'à l'obtention de la suppression de l'accord. En attendant, ces derniers jours ont à nouveau prouvé l'utilité et la puissance de la grève dans la construction d'un rapport de force favorable au prolétariat. Tant que les intermittents et les précaires se contentaient d'occuper des agences Pôle emploi, les médias ne relayaient leur lutte qu'à travers quelques brèves de-ci de-là ; dès lors qu'ils font grève, entraînant la désorganisation des lucratifs festivals estivaux, la grande presse dégage sa propagande au service de la classe dominante avec la même rhétorique culpabilisatrice ; preuve que la bourgeoisie a peur pour ses intérêts de classe. Qu'elle continue à nous craindre, et qu'elle crève !

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Pour une explication détaillée de l'accord, se reporter à mon article « Accord sur l'assurance chômage : quand il n'y aura plus rien dans nos poches, alors, ils prendront nos poches... » dans *Le Monde libertaire* n° 1737 (avril 2014).

2. Extrait d'un communiqué cité par Clarisse Fabre, « Intermittents : la grève s'intensifie au Printemps des comédiens », *Le Monde*, édition Internet du 10 juin 2014.

Vers la **convergence** des luttes

CE QUE NOUS DÉFENDONS, nous le défendons pour tous. Et si ce message n'a pas toujours été clairement entendu, aujourd'hui, il est impératif que ce soit le leitmotiv de nos actions pour engendrer un réel mouvement de convergence des luttes.

Pour mieux comprendre, il faut faire un petit saut dans le passé et revenir à la création de l'intermittence, qui a été mise en place dans une période de plein-emploi pour répondre à des conditions de travail discontinues.

Mais, aujourd'hui, les temps ont changé et la vapeur s'est définitivement inversée, les CDD sont devenus légion à l'encontre des CDI qui se font de plus en plus rares.

Et voilà comment nous nous retrouvons, intermittents du spectacle, au cœur d'une des réponses possibles à la précarité grandissante. D'où cet entêtement du Medef à vouloir « nous taper dessus »¹. Car, faut-il le répéter, le régime des intermittents du spectacle n'est aucunement privilégié par rapport au régime général et ne coûte pas plus cher en indemnisation que pour les autres chômeurs².

Alors pourquoi tous les travailleurs précaires ne réclameraient-ils pas, eux aussi, une intermittence adaptée³ ?

Comme le souligne Corsani et Lazzarato⁴ « la Coordination des intermittents et précaires n'a pas pour ambition de défendre les acquis sociaux des Trente Glorieuses, mais entend défendre de nouveaux droits sociaux associés à la mobilité et à la flexibilité de l'emploi. [...] En revendiquant de nouveaux droits sociaux non seulement pour les intermittents mais aussi pour tous les travailleurs à l'emploi discontinu, à la rémunération variable et aux employeurs multiples, ce mouvement a ouvert une bataille politique sur le front de la précarisation et de la paupérisation qui touchent désormais une partie de plus en plus importante de la population ». Et, d'ailleurs, pour être bien certain que ce droit à l'insurrection ne soit pas utilisé, il y a déjà eu la suppression des règles d'indemnisation spécifiques au régime saisonnier, mais cette fois l'accord du 22 mars prévoit tout simplement de vider de son contenu l'annexe 4 qui concerne intérimaires, vacataires (y compris de l'Éducation nationale), extras de l'hôtellerie, enquêteurs, chauffeurs, hôtesses, femmes de chambre, plongeurs, cuisiniers...

Entraînant automatiquement une baisse de 50 euros à 300 euros de pouvoir d'achat, tout en privilégiant ceux qui passent par les agences d'intérim !

Si la convergence des luttes est une priorité aujourd'hui, c'est aussi parce que le discours officieux/officiel nous demande une chose simple, c'est de fermer notre gueule pour tout

ce qui concerne les autres secteurs d'activité précaires, en échange de quoi, les annexes 8 et 10 qui concernent les artistes et techniciens seront sauvées du naufrage annoncé. À croire qu'ils ignorent que nos destins sont liés à la précarité puisque seulement 43 % d'entre nous arrivent à déclarer le nombre d'heures suffisant pour accéder à l'intermittence et quand bien même on y arrive...

Alors, dans ce pays où seulement six chômeurs sur dix sont indemnisés et avec neuf millions de pauvres, les plus machiavéliques d'entre nous pourraient voir dans cette précarité une ressource inestimable. Et il semblerait que ce soit l'idée même du Medef, détruire le maximum d'acquis (on devrait dire de « conquises ») sociaux de l'assurance chômage au détriment des plus fragiles pour permettre, ainsi, de faire des économies en arrêtant d'indemniser une partie des chômeurs. Comme le résume Samuel Churin, « ce sont les exclus du régime qui financent les salariés à hauts revenus, il y a un transfert de fonds des plus pauvres vers les plus riches ».

Pour rappel, il faut savoir que cet accord a été signé par les partenaires sociaux, après des entretiens en tête à tête, dans les locaux du Medef. Sans aucune prise en compte de la CIP qui, depuis 2003, travaille sur des propositions plus justes et moins coûteuses. Tous ont signé, hormis la CGT ; quant à FO, ils ont pactisé, après avoir longtemps défendu nos propositions, dans le seul but arriviste de reprendre la main sur l'assurance chômage.

Aujourd'hui, nous attendons fermement le non-agrément de cet accord par le ministre Rebsamen (qui nous promet le contraire), lui aussi un soutien sans failles à notre égard, en cette époque pas si lointaine où il n'était que maire de Dijon...

À l'heure où j'écris, grève et préavis gagnent du terrain, de Montpellier à Loos en Gohelle, en passant par Toulouse, Angers, Guises, Avignon, Boulogne-sur-Mer, Nice, Chalons-en-Champagne, Paris.

On nous envoie un médiateur qui s'est déjà prononcé pour l'agrément et qui, de toute façon, n'est là que pour discuter la question de l'intermittence, autant dire qu'on s'en bat l'œil de ce cher Jean-Patrick Gillé, nous ne sommes plus à l'heure des discussions et rejetons l'accord dans son ensemble.

LES INTER-MUTANTS



Pendant ce temps, le Medef menace de quitter l'Unedic, une majorité de députés du PS ont envoyé des lettres pour demander à Rebsamen de ne pas signer, Gérard Filoche appelle à renverser le gouvernement de Valls. Et on lutte avec joie, car ce que nous défendons, nous le défendons pour tous et avec tristesse, puisque pour beaucoup d'entre nous ces grèves sont des suicides. Que vive la convergence des luttes.

Camille

13 juin 2014 à Lille

1. Voir la vidéo de Mathieu Grégoire, maître de conférence en sociologie à l'université de Picardie, dans l'extrait de la conférence « Intermittents : Enjeux historiques des luttes ».

2. Voir le compte rendu de la commission de la culture, de l'éducation et de communication du 4 juin 2014 au Sénat.

3. Ce qui est déjà le cas, dans des domaines comme la restauration.

4. *Intermittents et précaires* de Antonella Corsani et Maurizio Lazzarato (2008, éditions Amsterdam) disponible en pdf : mediapart.fr/files/Intermittent-Ultimate-interior-file.pdf.

Brèves de combat

Clément, ni oubli ni pardon

Plusieurs milliers de manifestants antifascistes se sont rassemblés à Paris en mémoire de Clément Méric, assassiné il y a un an à l'issue d'une bagarre avec des skinheads. Le cortège, dont des militants de la FA, est allé de la place de la Bastille à Gambetta.

La partie immergée de l'iceberg

9,9 % de Français sont au chômage et inscrits à Pôle emploi. Puis il y a les autres, l'Insee estime à 1,4 million les chômeurs non inscrits. Un chiffre en hausse de 20 % depuis 2008, qui englobe tous ceux qui sont en âge de travailler, souhaitent travailler ou auraient besoin de travailler, mais ne trouvent pas...

Nul

La Commission d'enquête parlementaire annonce qu'il va falloir investir 2 milliards euros par réacteur nucléaire. Le nucléaire non seulement ça tue, ça pollue, mais en plus ça ne rapporte rien... Que des emmerdes.

Public? Vous avez dit public?

La génération «Z» n'a pratiquement plus de chances de connaître la signification du terme «service public». En effet, le gouvernement annonce le recours à une société privée pour prendre en charge la partie théorique des examens du permis de conduire jusqu'alors confiée aux inspecteurs. Elle n'est pas belle la politique de gôche soc-dem, Madame?

Météo syndicale



BEN VOILÀ, ÇA RECOMMENCE! Dans l'Antiquité c'étaient les jeux du cirque. On y oubliait la misère, la disette et les autres choses y attendant. Au XXI^e siècle, c'est le sport et les sous qui en sont le fondement. Bon, c'est vrai, on peut envisager autrement, et plus simplement la chose sportive. Mais entre télé et presse écrite (pour combien de temps? Sitting Bull) ça déplore les mouvements sociaux au Brésil qui brisent la grande fête!!! On verra bien à la fin des courses si cela aura été pire que la catastrophe annoncée de la prochaine annoncée au Qatar.

Sinon dans notre ravissante métropole le monde du travail n'est pas plus épargnée qu'outre-Atlantique. On peut noter une déclaration de Force ouvrière: «Après la maladie, la famille, la retraite, le gouvernement veut comprimer les indemnités dues au titre de l'invalidité et des accidents de travail pour financer les allègements d'impôts et de cotisations patronales promis aux employeurs dans le cadre de son pacte de responsabilité.» Ben voilà (re-sic) ce qu'un syndicat estampillé, autour de 1968, de suppôt des pouvoirs publics peut dire maintenant. C'est que le paysage syndical a changé depuis des décennies.

Le «monopolisme» de la CGT est aux oubliettes, la CFDT a épuré depuis vilaine lurette ses pulsions libertaires, et FO poursuit son sillon avec de bonnes surprises mais... Et faut-il évoquer les alternatives syndicalistes qui ne sont pas à la hauteur de nos espérances?

Sinon en ce qui concerne l'hebdomadaire de la CGT créé, entre autres, par notre camarade Pierre Monatte, ça branle dans le manche. Un débat interne dure depuis longtemps sur la pérennité «papier» de l'hebdomadaire de la CGT. Le «SNJ-CGT demande que le débat sur l'entreprise de presse et le journal centenaire de la CGT se poursuive dans la clarté et la sérénité. Il doit engager l'ensemble des organisations de la CGT, ainsi que les salariés de la NVO, afin qu'un projet éditorial cohérent et viable économiquement soit enfin élaboré». Pour qui sait lire entre les lignes ça veut dire qu'à la CGT aussi les problèmes patronaux sont pris en compte. Dans d'autres milieux aussi!

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Réseau, Banque postale et SF

Razzia sur le réseau



Le personnel ? Un détail...

D'un côté le «management unique» se met en place, mêlant en un corps hybride l'encadrement de LBP, des SF et du Réseau, au prix d'un mercato entre cadres stratégiques «chacun aura un poste mais il n'y en aura pas pour tout le monde!» De l'autre plusieurs dizaines de milliers d'agents se demandent à quelle sauce ils vont être mangés, 1 500 à la DCB, 2 700 DET, plus de 9 000 vendeurs au réseau, les 31 000 guichetiers et guichetières. Avec un joyeux mélange de statuts entre agents de La Poste et de la filiale, qui, rappelons-le, est une autre entreprise au regard du droit. Toutes les opérations des bureaux de poste vont passer sous tutelle bancaire, qu'on vende du colis, des timbres, de la téléphonie ou de la banque.

Toutes et tous vendeurs ! Mais de tout cela, on ne parle pas dans un projet technocratique où l'on définit le management avant de concevoir le réseau. C'est comme si on bâtissait une maison en commençant par le toit. Une pensée unique qui n'a que faire du service public et du personnel.

Préserver le service public contre la banque

La plainte de la baisse de fréquentation ne trompe plus personne. On en connaît les vraies causes : mise en place des automates, suppression du numéraire dans certains bureaux, fermetures massives de guichets en

zones rurales et quartiers populaires. La direction est gonflée de venir pleurer après le client qui déserte les bureaux de poste. Il est vrai que l'usager qui vient «cannibaliser» le guichet bancaire le jour des prestations sociales n'est pas dans le cœur de cible de la banque, on nous ressort le produit net bancaire par client, 2 000 euros jour dans une banque «normale», 500 euros pour La Poste !

Un peu logique quand les banques de la place rejettent les clientèles en difficulté, ne proposent plus d'espèces en bureau et ferment leurs infrastructures dès qu'un quartier populaire périclité. C'est la pierre d'achoppement de tout l'édifice, les services financiers sont au service de toutes et tous, ils doivent le rester. Plus que jamais, la communauté des postiers, quelle que soit leur «branche» d'origine doit défendre ce service public contre les tentatives de le dénaturer.

Histoire d'un échec

Depuis sa création, la Banque postale n'a pas, loin s'en faut, atteint les résultats que ses promoteurs avaient prévus. Les méthodes se sont suivies, comme un mauvais sitcom qui ne prend pas, Carré d'As, 7 gagnants, 5 piliers, la série des V, 1, 2, 3, on en est à la 9. Rien de tout cela n'a fonctionné et ce n'est pas la faute des postiers, forces de ventes, guichetiers, qui n'ont pas démerité, se sont pliés au ridicule en

vendant des boîtes à meuh de chtis, en permettant à la Poste Mobile d'atteindre le million d'abonnés (en attendant le premier euro de profit net, le jackpot c'est pour SFR). Les crédits consos atteignent la moitié du prévisionnel (3,4 milliards d'euros pour 6 prévus fin 2012) la banque des riches a échoué lamentablement avec le divorce Oddo – la Banque postale, qui s'est fait plumer de quelques dizaines de millions d'euros au passage. Alors qu'est-ce qui a foiré ? Réponse de SUD-PTT : les patrons ! Facile, vous nous direz, mais pour le coup c'est vrai. Il fallait être un peu neuneu pour se lancer dans le secteur le plus concurrentiel du pays, un domaine où quelques grandes banques font la loi, jusque dans les couloirs du pouvoir. Fallait vraiment être benêt en pensant qu'offrir la distribution du Livret A à tout le monde et s'associer à la Société générale pour faire du crédit à la conso assurerait un rond de serviette à la table des banquiers.

Cette réorganisation massive va concerner tous les étages du réseau, pour SUD-PTT, la priorité doit être donnée aux conditions de travail et à l'emploi. Le tout commercial est incompatible avec le service public de qualité qu'attendent toutes et tous les usagers de La Poste.

SUD-PTT

Le prolétariat à l'assaut du sport capitaliste

NOUS, COLLECTIF Boycott de la Coupe du monde, nous sommes réunis autour de la volonté de briser le consensus national sur cet événement. Nous n'irons pas à la Coupe du monde et nous nous opposerons par tous les moyens à cette grande fête du sport au service des riches et du nationalisme. Car c'est bien de cela dont il s'agit, une guerre aux pauvres des plus brutales et un nationalisme des plus grossiers.

La guerre aux pauvres

Ce que nous appelons « guerre aux pauvres », c'est l'ensemble des mesures, des politiques et des actes qui sont entrepris pour museler la contestation et aseptiser le pays. Nous justifions le terme de « guerre » par le fait qu'elle est menée par les forces armées, qui n'hésitent pas à user de violence, ni même à tirer à balles réelles, détruire des maisons, jeter les opposants en prisons pour de nombreuses années... Et ceci vise, au maximum, la disparition et, sinon, l'asservissement total des classes populaires.

Cette guerre prend des formes diverses. Parlons spécifiquement de ce qu'il se passe actuellement au Brésil, même si on observe de tels faits lors de tout événement sportif de grande ampleur, et pas uniquement, d'ailleurs. En amont de la Coupe du monde, de nombreuses expulsions de logements ont été entreprises. Il y a actuellement 170 000 familles qui ont vu leurs habitations détruites. Ce nombre devrait s'élever à 250 000 dans deux ans au moment des Jeux olympiques de 2016. Ces expulsions sont bien entendu largement contestées, d'autant plus que la police procède de façon hyperviolente, n'hésitant pas à tirer sur ceux qui essaient de récupérer des affaires dans leur maison.

Pour faire face à la contestation, plus de 170 000 agents de sécurités ont été mobilisés, dont 57 000 militaires. Les policiers bénéficient d'une totale impunité, étant donné que les lois antiterroristes s'étendent de jour en jour, criminalisant la moindre réaction face à l'arbitraire. Pour ne donner qu'un exemple, la police sera autorisée à tirer sur tout individu qui « *entrave une voie d'accès à la Coupe du monde* ». Ainsi, ils ont le droit de tuer tout manifestant.

Cette guerre aux pauvres est au service des riches. Ce sont les multinationales privées qui profitent de tous les bénéfices engendrés, et dictent leurs lois par la même occasion. Ce n'est pas une métaphore, la Fifa force vraiment les pays d'accueil à ne faire payer d'impôts ni à elle-même ni à aucun de ses partenaires, à construire sur les fonds publics et, par exemple, à libéraliser la prostitution. Ce dernier point a



Banderole accrochée dans la nuit du 11 au 12 juin 2014 sur la façade de la Fédération française de football à Paris.

pour conséquence d'engraisser les réseaux mafieux qui se préparent déjà en ouvrant des maisons closes qui, bien qu'interdites, s'affichent au grand jour sur les panneaux publicitaires. Ils préparent aussi une importante prostitution infantile aux abords des stades dans plus d'une douzaine de villes.

L'État a engagé d'énormes dépenses publiques pour la construction de stades et autres structures. Sous la pression de la Fifa, elle a dû en plus rénover les stades déjà existants. Cette Coupe du monde aura coûté quinze fois plus que la précédente en Afrique du Sud, et pour construire des stades qui ne serviront qu'une seule fois. De plus, les bénéfices des billets d'entrées ne reviendront pas au Brésil mais aux entreprises privées partenaires de la Fifa. La Fifa fait en moyenne 2 milliards de profits par Coupe du monde, et il se peut que ceux-ci soient encore plus importants cette année.

Les entreprises de construction ne font aucun cas de la sécurité des ouvriers, sous le regard complice de l'État brésilien, ce qui a mené à la mort de nombreux ouvriers sur les chantiers.

Le nationalisme exacerbé

Nous avons parlé des aspects spécifiques à cette Coupe du monde parce que le Brésil ne fait aucun cas des droits de l'homme, comme l'a signalé Amnesty International. Mais il ne serait pas pour autant juste de dire que la Coupe du monde serait acceptable dans un pays plus démocratique.

Toutes les rencontres sportives internationales sont prétexte au nationalisme le plus débridé. Il semble normal à ces moments de soutenir son pays coûte que coûte, brandir fièrement son drapeau national et brailler l'hymne de son pays en insultant les autres. Il est aussi acceptable après une défaite de fustiger l'arbitre, l'entraîneur, le temps ou l'alignement

des étoiles. On préfère généralement cela au fait de reconnaître que l'équipe adverse était meilleure. Cette frénésie patriotique touche même les individus pourtant assez peu sensibles à l'identité nationale.

Cette exacerbation d'une supposée identité partagée le temps d'une Coupe du monde mène à une « union sacrée ». Pendant un temps il est inenvisageable de critiquer « les Bleus » ou même simplement le fonctionnement de la société. Au dire des médias et des politiques, on oublie tous un peu nos soucis pendant la Coupe et on s'unit tous derrière un même drapeau. Alors, il n'est plus question de lutte des classes ou même de mouvements sociaux. Quand bien même il y en aurait durant cette période, personne ne relayerait les infos. Même Platini demande aux Brésiliens d'avoir la décence de respecter la Coupe du monde et de cesser leurs manifestations.

C'est aussi l'occasion de voir des prolétaires de différentes nationalités, qui ont dépensé deux mois de salaire chacun pour faire le déplacement, s'affronter dans les stades, parfois violemment, alors même que c'est dans la rue, aux côtés des Brésiliens, qu'ils pourraient véritablement défendre leurs intérêts.

Nous sommes révolutionnaires et anarchistes, nous n'accepterons jamais que, sous couvert de beauté sportive, le peuple soit mutilé et exploité. Nous affirmons tout notre soutien au prolétariat brésilien dans ses luttes contre la domination d'un État autoritaire et nationaliste. Pour toutes ces raisons, nous appelons au boycott de la Coupe du monde sous toutes ses formes, de la Fifa et de ses partenaires. Nous soutiendrons toutes les actions destinées à empêcher son bon déroulement, que ce soit au Brésil, en France ou ailleurs.

Collectif Boycott de la Coupe du monde
boycottdelacoupedumonde.net

Le destin des merveilles



L'INFORMATIQUE, chacun le sait, est une merveille. Une merveilleuse merveille, parce que l'informatique est une merveille propre. Pas de gaz d'échappement sur un ordinateur! Pas de déchets radioactifs pour un serveur! Pas de lisier pour un texteur! Le monde dématérialisé est un monde pur, nous assurent les Nouveaux Gnostiques (en américain courant: les geeks). Que de l'âme, pas la moindre bidoche! «Cleanliness is next to godliness» («La propreté est voisine de la sainteté»), disaient déjà les Puritains américains. Hélas, voilà que débarquent les vilains athées systématiques, les entrebailleurs de couches, les souleveurs de carpettes, les renifleurs d'aiselles. Et l'informatique s'avère, comme toujours avec les jouets favoris des riches, beaucoup moins propre que ne l'ont proclamé ses thuriféraires.

Ogre des forêts

Prenons par exemple un exemple qui vous a sans doute fait grincer des dents à vous aussi: toutes ces lettres d'entreprises et d'administrations qui vous reprochent de demander encore des factures papier, de payer encore par chèque, de ne pas encore contempler les béances sidérales de votre compte bancaire sur l'écran de votre ordinateur. Passez à l'e-misère! Payez par l'e-soumission! Pliez l'e-genou! Car chacun sait que l'informatique va bientôt envoyer le papier, cet ogre des forêts, au rayon des curiosités, au marché aux puces des technologies. Ahem. Nous en sommes, mondialement, à 339 millions de tonnes de papier par an. La consommation mondiale de

papier d'impression et d'écriture augmente de 3,3 % par an. Un taux qui signifie un doublement à relativement court terme. À titre de comparaison, les USA en 1956 en consommaient 7 millions de tonnes. En 2013, les trois plus gros consommateurs de papier par tête d'habitant (on frôle les 300 kg par an) furent la Finlande, la Suède et les États-Unis. Les lectrices avisées auront immédiatement identifié là trois des nations les plus informatisées de la planète.

Si tous les gars du monde pouvaient se donner la main

À chaque fois, on nous le promet: avec les nouveaux moyens de communication, plus besoin de se déplacer! Le téléphone allait remplacer la crasseuse locomotive à charbon. Certes, le tchou-tchou a disparu, mais Samsung n'a pas occis Ryanair (ce que l'on peut regretter). D'ailleurs, à propos de téléphone portable (un objet rangé dans la catégorie appelée, justement, téléphonie mobile), qui donc ignore qu'un bon quart, peut-être un bon tiers des conversations sur portables consistent à s'assurer du bon rapprochement de Jules et Julie en route vers leur heureuse rencontre? Que n'a-t-on entendu sur les prodiges du télétravail qui allait mettre les villes à la campagne, ou au moins permettre à la main-d'œuvre en col blanc de repeupler les villages auvergnats? En visite récemment à Pléaux, Cantal, 1 500 habitants, j'y ai compté 22 maisons à vendre, et je n'ai pas croisé beaucoup de couples rayonnants derrière leur poussette.

Amazon, c'est la zone

Plus merveilleux que n'importe quoi d'autre, Amazon. Grâce à la société de M. Bezos, le consommateur devient roi, et peut s'offrir partout sur la planète tout ce qu'offre la planète, sans bouger de son fauteuil (qui meuble une confortable maison cantaloue). Peut-être, mais cela signifie que les camions du monde entier se ruent dans le monde entier pour apporter dans les entrepôts (répartis aussi dans le monde entier) d'Amazon, les objets qui en repartent aussi sec pour combler les consommateurs du monde entier. Glissons sur les travailleurs d'Amazon qui chient des pendules, cantaloues. Et les pendules cantaloues, ça n'est pas de l'ultraplate. Des insolents affirment ainsi que, dans la bonne ville de Tokyo, un livre arrivant dans la boîte aux lettres du consommateur comblé aura utilisé 9,3 mégajoules, cependant qu'un livre acheté chez un bouquiniste n'aura réclamé, lui, que 1,6 mégajoule. Combien de mégajoules par pendule cantaloue? Ça dépend: chîée par un travailleur d'Amazon, ou décorant la villa de M. Bezos?

Et vous aurez noté que nous n'avons même pas parlé de ce qui est devenu de notoriété publique, les incroyables consommations d'électricité des serveurs du Cloud, ou les trois millions d'objets électroniques divers jetés chaque année par les consommateurs américains. Mais ces consommateurs sont comblés et c'est pour cela que les chiottes des centres logistiques d'Amazon sont décorées de belles pendules cantaloues.

Nestor Potkine

Contre la machine libérale de la social-démocratie

LOIN DE FREINER les attaques antisociales entreprises par près de vingt ans de droite au pouvoir, l'arrivée du Parti socialiste à la présidence de la République, en 2012, les a même accélérées. Sans doute le patronat n'avait-il jamais été aussi bien servi depuis de longues années. Du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (2012) au pacte dit de «responsabilité» (2014), ce sont plusieurs dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux que le gouvernement socialiste a offert au capital.

Mais les largesses de François Hollande et sa clique ministérielle ne se sont pas limitées au seul porte-monnaie des exploiters. Répondant à quelques vieux désirs nourris par le Medef depuis des années, le nouveau gouvernement a entrepris de s'attaquer au Code du travail et à certains statuts salariés. Ainsi, l'accord national interprofessionnel (ANI) de janvier 2013 transposé en loi le 14 juin 2013 instaure-t-il la «flexisécurité» comme mode de gestion privilégié du marché du travail. En quoi cela consiste-t-il? Rien moins qu'à faciliter considérablement les procédures de licenciement, au prétexte de rendre ainsi l'embauche plus aisée... Toujours des espérances et une confiance malsaine placée en Pierre Gattaz et ses affidés patronaux, qui n'en finissent plus de promettre en échange de mesures qu'ils obtiennent, eux, dès aujourd'hui. Il en va de même pour le statut des intermittents du spectacle, salement amoché depuis la signature, début 2014, de l'accord sur l'assurance chômage – lequel s'attaque aussi aux chômeurs, aux précaires et aux seniors pour financer le déficit de l'Unedic, tout en accordant au patronat 800 millions d'euros d'économies supplémentaires.

Ajoutons à cela : la poursuite de la destruction du statut de cheminot à travers la casse du service public ferroviaire ; les conséquences dramatiques de la libéralisation de la gestion de l'institution hospitalière (fermetures de structures, effondrement de la qualité de la prise en charge des patients par des personnels pressurisés et démunis) ; l'hypocrisie affichée à l'égard de l'industrie de la presse avec des aides exorbitantes offertes chaque année aux grands groupes pour financer des plans sociaux ; la volonté de supprimer les conseils de prud'hommes pour mettre encore plus de distance entre les salariés et le recours à la justice ; la remise en cause du droit à la formation (acquis en 1971) dans la loi du 5 mars 2014 par la sup-



pression du 0,9 % alimentant le plan de formation, etc., et on se fera une idée de ce que signifie la social-démocratie au pouvoir pour les travailleurs et les travailleuses.

Cette série d'attaques en règle n'est pas du seul fait du gouvernement qui, seul, ne pourrait sans doute pas grand-chose. D'autres responsables sont à pointer du doigt, et en premier lieu la direction confédérale de la CFDT. Résolus à devenir le partenaire social numéro un du gouvernement «socialiste», les bureaucrates à la tête de cette centrale qui se réclamait jadis du projet autogestionnaire se sont montrés d'une servilité affligeante, disant «amen!» à la plupart des projets évoqués ci-dessus. Mais les autres directions syndicales ne sont pas en reste. Bien qu'affichant une attitude de défiance à l'égard du locataire de l'Élysée, elles sont clairement coupables de n'avoir pas voulu organiser une conflictualité sociale digne de ce nom, préférant à la grève et aux stratégies de convergence quelques petites balades dans les rues (certaines allant même jusqu'à accompagner la CFDT dans la signature d'accords). Preuve, s'il en fallait encore, que nous n'avons pas grand-chose à attendre des bureaucraties de tous poils, et que si l'investissement sur le terrain de la lutte des classes via les syndicats demeure une option

(notamment sur le terrain interprofessionnel), celui-ci doit se faire à la base et contre les stratégies des directions confédérales, en renouant avec les pratiques d'action directe (de la grève au sabotage).

Parallèlement, le gouvernement utilise son arsenal juridique et répressif pour écraser les mouvements sociaux déterminés (comme ceux de Notre-Dame-des-Landes et de la ferme des Mille Vaches) : violences policières, arrestations de militants et peines de prison ferme.

Face à cela, de manière générale, en investissant les syndicats ou en impulsant des comités de lutte, dans le monde du travail ou en dehors, dans les rues, il est primordial pour les anarchistes de se saisir de ces sujets et de participer à la construction d'une riposte sociale radicale. En ces temps électoraux de récupération partidairer des revendications légitimes du prolétariat, la réaffirmation de l'autonomie du mouvement social, qui doit se faire contre les partis politiques, est plus que jamais de mise, sans quoi nos révoltes auront leurs strapontins parlementaires pour tombeaux. Ne lâchons rien !

Fédération anarchiste

Motion adoptée lors du 72^e congrès réuni à Saint-Imier les 7, 8 et 9 juin 2014.

Anarchiste et féministe, toujours !



DEPUIS LES ANNÉES 1990, la Fédération anarchiste intervient de façon assez régulière dans le champ des luttes féministes. Plusieurs brochures ont été publiées sur le sujet.

En 1992, lors de la Rencontre internationale anarcha-féministe à Paris, les féministes anarchistes réaffirmèrent leur combat, y compris dans le mouvement libertaire, et la nécessité de repenser le rapport au politique, de féminiser le mouvement libertaire et d'anarchiser les pratiques féministes.

En 2012, lors des Rencontres internationales de l'anarchisme de Saint-Imier (Suisse), des espaces de réflexions anarcha-féministes ont été systématiquement proposés et organisés. Des services de sérénité et des « safer space » ont également été expérimentés en vue de gérer les possibles situations de violence.

Si nous devons noter une progression positive de la prise en compte de ces thématiques par le mouvement anarchiste en général, ces expérimentations sont à poursuivre et à améliorer pour devenir une évidence, dans nos pratiques et nos mentalités. Par exemple, des attitudes virilistes lors des manifestations libertaires doivent être interrogées en vue de leur disparition. Le mou-

vement féministe, fort de sa capacité d'innovation face à l'adversité, a su développer une grande diversité de pratiques ; dérision, mise en scène, détournement, provocation, autodéfense, qui ne peuvent qu'enrichir notre militantisme.

Notre investissement politique se manifeste aussi au sein des organisations syndicales et associatives et nous y portons des analyses et des pratiques libertaires. Nous pouvons agir au sein de collectifs féministes larges, pour la défense de l'avortement par exemple ou contre le publisexisme. Nous dénonçons également le rôle et l'influence de toutes les religions, qui maintiennent et justifient l'oppression patriarcale et les violences sexistes.

Dans tous les cas, nous dénonçons aussi la croyance que l'État serait un instrument neutre. Si nous saluons les lois « progressistes » en termes d'égalité des droits, nous ne nous satisfaisons pas de cet état de fait.

L'exploitation et la violence au travail, dans la rue, au domicile sont le résultat d'une pression sociale, de fonctionnements patriarcaux, de discriminations sexistes, homophobes et transphobes. Il s'agit donc bien « d'anarchiser les pratiques féministes » tout en luttant au sein et/ou aux côtés des collectifs.

Nous affirmons notre engagement anarchiste, antipatriarcal et féministe dans les luttes :

- Contre les violences, dont la culture du viol. L'écoute de la parole des victimes est fondamentale.
- Contre le masculinisme.
- Pour le droit à l'avortement et l'accès à la contraception, libres et gratuits.
- Pour une société sans prostitution, sans prohibition ni répression, sans esclavage ni trafic d'êtres humains.
- Contre l'ordre moral et le puritanisme.
- Contre toutes les inégalités et les discriminations (origines ethniques, handicap...).
- Pour l'intersectionnalité des luttes.

Sur cette base et en lien avec notre fédéralisme libertaire et la diversité de nos tactiques, nous sommes en capacité d'évoluer sur les questions portées par les luttes féministes.

Un monde sans dominations est possible. À nous de le faire vivre.

Fédération anarchiste

Motion adoptée lors du 72^e congrès réuni à Saint-Imier les 7, 8 et 9 juin 2014.

Denis de Rougemont

L'Ordre nouveau, la CIA et l'écologisme

En 1977, Denis de Rougemont (1906-1985) publie un livre qui obtient un grand retentissement dans les milieux écologistes : *L'Avenir est notre affaire*. Selon lui, « le collectivisme anonyme, productiviste et répressif, qui s'instaure dans les démocraties capitalistes ou socialistes, est né de notre individualisme et de nos désertions civiques – qu'il paraît maintenant excuser! »¹. Reprenant la thématique de *La Gueule ouverte*, mensuel écologique qui annonce la fin du monde créé en 1972, Rougemont nous annonce également la fin de la civilisation car l'homme « se voit contraint de choisir, parce que ne pas choisir serait s'abandonner aux « impératifs « du désastre dont l'Occident industriel est en train d'agencer les mécanismes. [...] Si nous ne choisissons pas librement notre avenir, il n'y aura plus d'avenir humain au-delà du cataclysme inévitable que les rares survivants ne raconteront pas, faute de public: fin du récit des civilisations, fin de l'Histoire »². Les éléments de ce discours – critique du « productivisme », de « l'individualisme », de « l'Occident industriel », « impératifs du désastre » et autre catastrophisme – remonte déjà aux années 1930 chez Rougemont...

Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

Protestantisme, personnalisme et Ordre nouveau

Denis de Rougemont est né dans une famille bourgeoise de pasteurs helvétiques. Après avoir flirté avec le romantisme allemand et le surréalisme, il revient au protestantisme sous l'influence du théologien et pasteur protestant suisse Karl Barth (1886-1968) – influence qu'il conservera toute sa vie.

S'installant à Paris en 1930, il rencontre rapidement Alexandre Marc (1904-2000) chez le critique littéraire et chrétien Charles du Bos (1882-1939). Les deux hommes, Marc et Rougemont, constituent dès lors une paire de penseurs et de militants infatigables jusqu'à la fin de leurs jours. Ils fondent l'Ordre nouveau (1931-1938), groupe qui rassemble de jeunes intellectuels dégoûtés de la démocratie parlementaire mais rebutés par le bolchevisme (Arnaud Dandieu, Robert Aron, Henri Daniel-Rops, René Dupuis...) et qui déplore la faillite spirituelle des sociétés modernes, prônent le personnalisme, critiquent le machinisme et le « productivisme », concept qu'ils inventent.

En novembre 1933, l'Ordre nouveau écrit à Hitler pour lui demander de rester fidèle à son « programme antiproductiviste »³. Son attitude envers le fascisme mussolinien oscille entre le rejet et la fascination, l'attraction culminant avec la participation à un congrès sur les corporations tenu à Rome en 1935 en présence de ténors du régime mussolinien. C'est Robert Aron, René Dupuis et Claude Chevalley qui y participent au nom de l'Ordre nouveau.

Claude Chevalley (1909-1984) fondera en 1970 le groupe écologiste *Survivre et vivre*, avec Alexandre Grothendieck (né en 1928) et Pierre Samuel (1921-2009), qui lutte « pour la survie de l'espèce humaine, et même de la vie tout court, menacée par le déséquilibre écologique croissant causé par une utilisation indiscriminée de la science et de la technologie » selon le propos de Grothendieck⁴.

Rougemont développe une grande activité éditoriale (*Ordre nouveau*, *Plans*, *Esprit*, *Nouvelle Revue française*, *Nouveaux Cahiers*...). Il écrit régulièrement dans *Plans* (1930-1933), revue fondée en 1930 par Philippe Lamour (1903-1992), exclu du Faisceau de Georges

Valois, parce qu'il contestait son revirement électoraliste, et fondateur du Parti fasciste révolutionnaire (1928-1930) dont Plans constitue la suite dans le domaine de la théorie⁵. Rougemont fonde également Hic & Nunc, revue de « métaphysique protestante » d'inspiration barthienne.

Mobilisé en septembre 1939, il engage une protestation contre le nazisme, en particulier avec la Ligue du Gothard. Gênées, les autorités helvétiques soucieuses de neutralité l'envoient en mission aux États-Unis (1940-1947).

Le proto-écologisme de Rougemont

Dans l'un de ses premiers textes, publié en 1928 dans *Foi & Vie*, revue du pasteur protestant Pierre Maury (1890-1956), Rougemont dénonce « le péril Ford ». Il estime que « l'esprit n'est pas une faculté destinée à meubler nos instants de loisirs. Il a des exigences et ces exigences sont en contradiction avec le développement que la technique impose au monde moderne »⁶. L'esprit est donc considéré non pas comme l'antidote de la technique mais son opposé.

Rougemont revient à la charge en 1934 : « Le progrès est une aspiration profonde de l'être humain. Mais le progrès matériel, s'il est un élément du progrès, n'est pas tout le progrès. Sa recherche exclusive conduit à un productivisme destructeur des valeurs humaines, forme la plus dégradée du matérialisme contemporain⁷. » Si on enlève la rhétorique, la position de fond est mise à nu : le progrès matériel est vain s'il n'est pas accompagné d'un progrès spirituel, d'accord, mais qu'est-ce qui conditionne le progrès en question sinon, au moins en partie, le progrès matériel lui-même ?

Pour Denis de Rougemont, « la vraie raison de tout le mal, c'est que la civilisation occidentale a perdu le sens des fins dernières à quoi elle tend. [...] L'origine du relâchement est dans la pensée même. C'est elle d'abord qui a péché. Mais de ce péché, dans lequel nous nous voyons plongés, nous ne pouvons donner qu'une description empirique, par là même insuffisante. La cause première nous échappe, puisque le péché, justement, c'est d'être séparé de notre origine absolue »⁸.

Il s'agit bien entendu de l'Occident chrétien qui a perdu la foi au profit d'une croyance dans la matière, la technique et le progrès. D'où « le refus que je veux opposer à la tentation titanique, à l'ambition prométhéenne »⁹.

Denis de Rougemont lance déjà des idées qui seront développées par Charbonneau et Ellul sur ce qui serait la dimension folle de la technique débordant l'homme : « La machine, échappant aux mains de l'inventeur, dicte ses lois au producteur : c'est la formule de notre crise industrielle comme aussi de la prolétarisation des masses¹⁰. » Ainsi donc, les machines ne seraient plus pilotées et navigueraient toutes seules ou presque : c'est exactement la thèse d'Ellul dans *Le Système technicien* (1977).

La crise appelle des hommes nouveaux, mais « seuls les prophètes – et non les techniciens – sont en mesure de conduire l'action »¹¹. Et ces prophètes constituent logiquement une élite,



pour ne pas dire une secte : « L'ordre nouveau sera l'œuvre d'un "ordre" analogue aux anciens ordres de chevalerie. Son honneur, le combat singulier. C'est-à-dire la conquête des hommes, un à un. [...] L'établissement de relations concrètes d'homme à homme, de prochain à prochain¹². »

Le prophète sait reconnaître les siens, quitte à ce que cela choque. Ainsi, pour Denis de Rougemont à propos de Hitler, « on peut estimer qu'il y a là [dans le national-socialisme] une fausse communauté, une fausse réponse, une duperie spirituelle ; je le crois, au nom d'une vérité plus haute, et qui n'est pas une opinion de partisan, de politique. Mais cela n'empêche pas que le génie de Hitler est un fait — j'appelle génie la faculté de distinguer la véritable source de l'angoisse d'un peuple, et d'incarner, aux yeux de ce peuple, une réponse libératrice »¹³.

Le fédéralisme institutionnel et le soutien de la CIA

Rentré en Europe en 1947, Denis de Rougemont déploie une grande activité dans le mouvement fédéraliste européen où il retrouve des anciens de l'Ordre nouveau comme Alexandre Marc et Robert Aron. Ils y

côtoient Henri Grouès (1912-2007), plus connu sous le nom de l'abbé Pierre.

Rougemont prononce le discours inaugural du premier congrès de l'Union européenne des fédéralistes, qui se tient à Montreux fin août 1947. Le congrès de La Haye qui en résulte en mai 1948 est présidé par Winston Churchill, et rassemble près de huit cents personnalités venues de dix-sept pays. Rougemont en rédige la déclaration finale, le célèbre message aux Européens, qui jette notamment les bases du futur Conseil de l'Europe. En 1951, Rougemont inaugure à Genève le Centre européen de la culture et le Cern (Conseil européen pour la recherche nucléaire).

De 1952 à 1966, il préside le congrès pour la liberté de la culture, fondé en 1951 et domicilié à Paris, aux travaux préparatoires duquel il participe activement. Ce congrès est financé par la Fondation Ford (rappelons que, en 1928, Rougemont dénonçait le « péril Ford »), mais aussi par la CIA à travers une série de sociétés écrans comme on l'apprendra en 1967¹⁴. De nos



jours, le site officiel de l'agence américaine affirme que « le congrès pour la liberté de la culture est largement considéré comme l'une des opérations secrètes de la CIA les plus osées et efficaces de la guerre froide ».

Denis de Rougemont connaît personnellement deux des grandes figures politiques de l'anticommunisme américain d'alors : les frères Dulles, rencontrés en Amérique ou en Suisse. Le premier, John Foster (1888-1959), est le puissant secrétaire d'État (1953-1959) de la présidence Eisenhower. Le second, Allen (1893-1969), est responsable des services secrets de l'OSS en poste pendant la Seconde Guerre mondiale à Berne, puis devient directeur de l'agence qui en prend la suite : la CIA (1953-1961).

Diogène et Ecoropa

L'engagement de Rougemont dans le mouvement écologiste après mai 68 semble être le corollaire de sa déception vis-à-vis du mouvement fédéraliste européen¹⁵. Certains y voient aussi de l'opportunisme, « une forme d'entrisme chez les écologistes dans le seul but de réactiver, sous un nouveau jour, ses thèses personnalistes »¹⁶.

En 1970, il fonde le groupe Diogène (1970-1973) qui comporte parmi ses membres des figures montantes de l'écologie comme Antoine Waechter, Solange Fernex, Roland de Miller, Philippe Lebreton ou Jean Carlier, certaines déjà anciennes

comme le naturaliste intégriste Robert Hainard, et d'autres comme... Jacques Delors.

En 1976, il fonde Ecoropa, qu'il préside. On y trouve aussi le théologien protestant français Jacques Ellul (1912-1994), l'écologue fondamentaliste chrétien Jean-Marie Pelt (né en 1933), le milliardaire Edward Goldsmith (1928-2009) et l'écrivain Armand Petitjean (1913-2003)¹⁷.

Petitjean, actuellement connu pour ses écrits sur la nature, est un ancien membre du Parti populaire français de Jacques Doriot puis du cabinet du ministre de la propagande sous Vichy, l'ex-communiste Paul Marion (1899-1954). Ecoropa rétablit la connexion d'avant-guerre entre les personnalistes de l'Ordre nouveau et ceux d'Esprit puisque y adhère le catholique Jean-Marie Domenach (1922-1997), qui a pris la suite du défunt Emmanuel Mounier à la tête de la revue Esprit de 1957 à 1976. La déclaration d'Ecoropa, qui constitue de facto la charte de l'association, est signée par plusieurs personnalités et écologistes¹⁸. Son constat est sans appel : « Les sociétés industrielles fondées sur des idéologies dépassées issues du XIX^e siècle ont admis comme objectif dominant la production de biens matériels, ce qui implique inévitablement de graves déséquilibres. »

La critique antiproductiviste est reprise, avec toujours la même confusion de croire

que le capitalisme produit pour produire alors qu'il produit pour vendre : « Les États-nations et les systèmes productivistes actuels s'avèrent d'autant plus incapables de nous sortir de l'impasse où nous nous enfonçons qu'ils se servent des moyens qui ont engendré et entretiennent la crise¹⁹. » Pour Rougemont, « le collectivisme anonyme, productiviste et répressif qui s'instaure dans les démocraties capitalistes ou socialistes, est né de notre individualisme et de nos désertions civiques – qu'il paraît maintenant excuser »²⁰.

Il proclame qu'« il faut être aveugle pour ne pas voir que nos sociétés sacrifient à la religion de la croissance pour la croissance tout ce qui a authentiquement de la valeur – avec des motivations et des critères économiques, sans aucune finalité humaine »²¹.

Heureusement, Rougemont, lui, a ouvert les yeux depuis sa participation à la fondation du Conseil européen pour la recherche sur le nucléaire et grâce aux fonds de la CIA. Il a aussi une autre religion, propagée grâce à ses convictions protestantes et barthiennes. Quant à l'expression de productivisme, il la recycle dans un nouvel aphorisme tout aussi trompeur, mais qui connaîtra aussi une belle fortune : « La croissance pour la croissance. »

La double erreur : de stratégie (politicienne) et de pensée (naturaliste intégriste)

Selon Alain-Claude Galtié, ancien membre de Survivre et vivre qui a également fré-



quenté Diogène et Ecoropa, « ces officines s'inscrivaient clairement dans le cadre de la "campagne de propagande et de pénétration" à laquelle a pris part le Congrès pour la Liberté de la Culture de Denis de Rougemont ("Désamorcer [...] infiltrer [...] extirper les éléments douteux [...] favoriser l'ascension des leaders convenant à Washington"). Elles personnalisent la réaction anti-alternative qui allait constituer les formations environnementalistes électoralistes intégrées au système dominant »²².

Et Galtié ajoute : « Bien que j'ai connu plusieurs de ces personnes à l'époque où elles participaient à Diogène et à Ecoropa, je n'ai découvert cette histoire que très récemment. "Collèges invisibles", en effet ! Sous la plume d'auteurs prétendant décrire l'histoire du mouvement social, Rougemont passe maintenant pour un acteur de premier plan du "développement du mouvement écologiste". Un éloge bien curieux pour l'un de ceux qui ont approché les alternatifs pour mieux les éliminer ! L'avantage de cette bien imprudente évocation est de permettre d'apprécier l'ensemble de ces écrits à leur juste valeur²³. » CQFD.

On en prend d'autres et on recommence ?

P.P.

1. Denis de Rougemont (1977) : *L'avenir est notre affaire*. Paris, Stock, p. 118.

2. *Ib.*

3. Cf. *Monde libertaire* n° 1733.

4. Pessis Céline coord. (2013) : *Survivre et vivre, critique de la science, naissance de l'écologie*. Paris, L'Échappée, 420 p. On rappellera que l'écologie a été créée en 1866.

5. Pitte Jean-Robert (2002) : *Philippe Lamour – 1903-1992, le père de l'aménagement du territoire en France*. Paris, Fayard, 370 p. Loubet del Bayle Jean-Louis (1969) : *Les Non-Conformistes des années 1930, une tentative de renouvellement de la pensée politique française*. Paris, Seuil, 498 p.

6. Rougemont Denis de (1928) : « Le Péril Ford ». *Foi et Vie*, 4-A, 16 février.

7. « Comment se posent les problèmes techniques », *L'Ordre nouveau*, 15 janvier 1934, p. 1-9.

8. Denis de Rougemont (1936) : *Penser avec les mains*. Paris, Albin Michel, 256 p., p. 72 et 246. Ce titre et ce livre sont inspirés d'une sentence de Thomas d'Aquin : « L'homme possède par nature la raison et une main » (p. 151).

9. *Ib.*, p. 246.

10. *Ib.*, p. 171.

11. Denis de Rougemont, *Esprit*, octobre 1935, p. 46.

12. Rougemont Denis de (1934) : *Politique de la personne*. Paris, Je Sers, p. 215.

13. Denis de Rougemont (1936), *op. cit.*, p. 97-98.

14. Grémion Pierre (1995) : *Intelligence de l'anticommunisme, le Congrès pour la liberté de la culture à Paris (1950-1975)*. Paris, Fayard, 646 p.

15. Stenger Nicolas (2010) : « Pour une écologie personnaliste : la contribution de Denis de Rougemont aux débats sur l'environnement (1970-1980) », *Deux siècles de protection de la nature et de l'environnement. Conférence internationale*, Paris, 23-24 septembre, Maison de la Recherche (La Sorbonne); (2012) : « Denis de Rougemont et l'écologie : une crise spirituelle d'abord ». *Écologie & Politique*, 44 p.

16. Jacob Jean (2000) : *Le Retour de "l'Ordre nouveau", les métamorphoses d'un fédéralisme européen*. Genève, Droz, 320 p., p. 143.

17. Jacob (2000), *op. cit.*, deuxième partie.

18. René Dumont, Solange Fernex, Pierre Samuel, Manfred Siebker, Roland de Miller, Jean-Marie Domenach, Jean-Pierre Dupuy, Jean-Marie Pelt, Philippe Saint-Marc, Bernard Charbonneau... Jacob (2000), *op. cit.*, p. 99-100.

19. Ecoropa, « Notre avenir commence aujourd'hui, inventons-le ensemble », document dactylographié, n. d., probablement postérieur à 1981. In Jacob (2000), *op. cit.*, p. 102.

20. Rougemont (1977), *op. cit.*, p. 118.

21. *Ib.*

22. D'après son site « Écologie planétaire, la vie à reconstruire ».

23. *Ib.*



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres
qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Luigi Fabbri

Communiste anarchiste italien (1877-1935)

L'ŒUVRE DE L'ANARCHISTE ITALIEN Luigi Fabbri (1877-1935) est aujourd'hui encore très méconnue des militants anarchistes. Pourtant, ses analyses de l'action syndicale, du rôle de l'organisation anarchiste et du phénomène fasciste dès son début sont d'une pertinence sans équivoque. Ami très proche de Malatesta, il a précisé de nombreuses fois sa pensée et même se démarquera de son camarade lors des débats du mouvement anarchiste concernant l'action syndicale, l'organisation ou les alliances antifascistes. De son propre aveu militant intellectuel privilégiant la propagande écrite plus que l'agitation insurrectionnelle, il ne tombera cependant jamais dans le fatalisme qui a conduit bien des anarchistes à abandonner la lutte contre le fascisme, perchés dans une tour d'ivoire. Si l'œuvre de Luigi Fabbri fait inévitablement partie du passé, sa diffusion active aujourd'hui dans le mouvement anarchiste reste cruciale tant les perspectives qu'il a déduites de ses analyses s'adaptent presque parfaitement aux enjeux de notre époque.

Dans l'ombre de Malatesta

C'est à vingt ans, en 1897 que Fabbri rencontre Malatesta, par hasard, ce qui marque le début d'un parcours commun presque symbiotique. La posture d'intellectuel de Fabbri face à celle de l'internationaliste de tous les combats lui vaudra d'être bien moins écouté et attendu et que son mentor. Plus encore, plusieurs militants anarchistes seront déçus de rencontrer physiquement Fabbri, espérant voir un plus jeune Malatesta. Cela s'explique par ses positions politiques clairement communistes anarchistes et insurrectionnelles, qui ne laissent pas imaginer un caractère timide, consensuel peu adapté aux tribunes des grands orateurs. C'est cependant cette différence fondamentale avec Malatesta, qui l'engagera à préciser une pensée vulgari-



Luigi Fabbri

sée, pour la prolonger et la modifier. En ce sens, sans rejoindre Monatte et les syndicalistes révolutionnaires pour qui le syndicat est une fin en soi, Fabbri analysera comme décisive l'action syndicale. Pour lui, c'est même elle qui doit servir de base pour élaborer les stratégies de l'organisation anarchiste. S'articulant l'une et l'autre comme deux jambes, aucune ne constitue une priorité, et c'est bien la construction d'un programme anarchiste en cohérence avec l'état du mouvement ouvrier qui s'impose. Mais malgré une implication forte à rechercher des consensus pour l'unité anarchiste, il sera trop souvent vu comme une annexe à la pensée de Malatesta alors qu'il apportait des clés décisives lors de confrontations qui semblaient sans issue.

L'organisation pour l'anarchie, l'anarchie contre le fascisme

Fervent partisan de l'organisation spécifique, Fabbri tentera toute sa vie d'obtenir l'unité anarchiste. C'est dans ce sens qu'il participera à la fondation de l'UAI (Union anarchiste italienne) en 1919 ainsi qu'à l'élaboration de son programme.

Il voit dans l'organisation la construction des moyens pour arriver à la fin et se montre très virulent à l'égard des individualistes anti-organisationnels qui voient dans l'UAI un organe autoritaire incapable de mener à l'anarchie. C'est cette attitude qui conduira une partie d'entre eux à minimiser, après encore le marche sur Rome, le problème fasciste voire à refuser de lutter contre les fascistes qui ne seraient pas pires que les socialistes autoritaires ou réformistes. Fabbri se gardera de s'engager sur cette voie, et placera même l'organisation anarchiste en première ligne pour organiser la solidarité face aux violences et à la répression du pouvoir fasciste, et maintenir vivante la lutte révolutionnaire anarchiste qui ne sauraient se subordonner à la lutte antifasciste sans perdre son identité fondamentale. En effet, l'anarchisme entendue comme la lutte contre toutes les oppressions, est par essence l'ennemi éternel du fascisme qui tend à perfectionner encore et toujours la coercition par l'appareil étatique.

C'est dans *La Contre-Révolution préventive* en 1920 que se développera son analyse du fascisme, et c'est très certainement cet ouvrage qui révèle le mieux la formidable perspicacité de Luigi Fabbri.

Paul

*Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste*

S'organiser pour l'anarchie

SANS L'ORGANISATION, l'anarchie est aussi inconcevable que le feu sans la matière pour le faire. Et nous propageons non seulement cette idée pour les raisons que nous allons énoncer, mais parce que nous sommes aussi persuadés que les consciences modernes doivent s'imprégner de son esprit, et surtout les consciences des anarchistes. L'organisation pour des buts généraux, avec des personnes d'autres partis et d'autres idées, est utile; mais pour former la conscience anarchiste, pour la préciser chez ceux qui sont déjà anarchistes, il n'est adopté que l'organisation des anarchistes eux-mêmes, laquelle doit s'efforcer d'être le plus possible libertaire. Et c'est dans cet effort de rendre libertaire l'organisation des anarchistes que consiste l'élaboration de la nouvelle conscience, antiautoritaire parmi nous, dont l'anarchisme est souvent limité à une conviction seulement doctrinaire.

Je ne sais pas si nous, qui en sommes partisans, réussissons vraiment à construire cette organisation que nous souhaitons, et vaincre cet esprit de réticence qui existe pour faire toute chose à laquelle il faut donner un certain travail, long et patient. Mais nous voulons commencer ce travail patient et longue pour ne pas négliger ce fort moyen de propagande qui est la tentative et l'exemple. Il se peut que, malgré toutes nos raisons, beaucoup de choses empêchent l'apparition de véritables organisations anarchistes durables, dans la mesure où le blocage de beaucoup d'anti-organiseurs ne s'arrête pas.

Il se peut que l'on doive continuer encore ce déprimant travail de Sisyphe, de commencer la chose d'un côté, pendant que d'autres la détruisent par ailleurs, comme cela se fait parmi nous depuis quelques années. Je ne sais pas combien de temps pourra durer le fait que nos organisations apparaissent ici et là pour impulser notre propagande, répondant à un besoin pressant, alors que nous avons un caractère sporadique. Elles tombent alors plus fréquemment dans ces erreurs propres à leur jeunesse, qui se répètent car il leur manque la continuité d'existence et d'action...

Qu'importe? Avant tout le seul fait que les organisations existantes ou ayant existées ont eu une brève existence, l'excuse des erreurs commises, qui ne s'évitent seulement qu'avec l'expérience acquise par la pratique et non seulement avec les notions apprises dans les brochures et les journaux.

Nous pensons que la plus belle et la plus parfaite organisation est destinée à mourir si ses membres, aussi savants que possible en théorie, restent inertes. La bonté de l'organisation consiste dans le fait qu'à égalité de condi-



tions, il est préférable que les personnes décidées à l'action soient organisées que désorganisées. Il est naturel qu'un individu isolé qui agisse vaille plus que mille personnes inaptes et non organisées.

Que la propagande pour faire surgir brièvement l'organisation anarchiste dont nous croyons à la nécessité, aboutisse ou non, cela importe jusqu'à un certain point. Il nous déplaira de ne pas réussir parce que nous ne pourrions recueillir tous les fruits que nous espérons; mais nous aurons au moins fait la propagande d'un concept qui est inséparable de l'idée de l'anarchie, nous aurons jeté les graines qui un jour ou l'autre germeront. La propagande pour l'organisation des anarchistes s'imposera par la nécessité des choses; et ce sera le mérite de cette propagande si l'organisation devient nôtre, et non une marchandise avariée que nous aurions légué nos adversaires.

Le ridicule dont on cherche à recouvrir nos tentatives tombe par conséquent dans le vide. Nous savons déjà que, tant qu'il y aura la société bourgeoise, nos tentatives ne réussiront pas ou résulteront imparfaites; mais cette conviction ne nous fait pas renoncer à la «propagande par le fait».

Au fond, qu'est-ce que la lutte révolutionnaire, sinon une série de tentatives innombrables, dont une seule, la dernière, réussit – qui n'aurait réussi s'il n'y avait eu les précédents échecs? De même pour l'organisation, nous cherchons de toutes nos forces à réussir; chaque défaite nous rapprochera de la victoire, mais chaque fois nous cherchons que notre tentative soit meilleure et ait un résultat moins imparfait. Cela servira à former les consciences mille fois mieux que la seule prédication doctrinaire.

D'autre part, ceux qui se déclarent ennemis de l'organisation le sont habituellement parce

qu'ils se sentent incapables de la solidarité libertaire et au fond ils ne savent pas sortir de ce dilemme: commander ou être commandés. Ils n'ont pas la conscience «libertaire» et donc ils ne voient pas théoriquement d'autre garantie pour la liberté individuelle que l'isolement, le manque de tout pacte et de tout lien librement accepté. En pratique, ce sont eux qui veulent diriger le mouvement; et à la première tentative d'autrui de se soustraire à leur directive, au premier signe d'indépendance de celui qui s'obstine à penser et à faire à sa façon, vous les entendez lancer des excommunications, crier à l'incohérence et à la trahison, et affirmer que celui qui ne dit pas et ne fait pas comme eux n'est pas anarchiste. Ainsi ont toujours fait les prêtres de tous les temps et de toutes les religions. Quelqu'un de bonne foi s'élève plus contre la forme que contre la substance. Ils ne veulent pas d'organisation mais ils parlent d'accord, d'entente, de libre pacte et d'association! Nous ne nous occupons pas de telles questions de terme, et nous nous limitons à rappeler une fois pour toute qu'organisation ne signifie ni autorité, ni gouvernement, ni vexation, mais seulement: association harmonieuse des éléments du corps social.

Comme nous voulons que tous les hommes soient un jour associés harmonieusement, nous préconisons aujourd'hui dans la lutte pour la préparation d'un tel avenir, l'association harmonieuse des anarchistes. L'organisation est un moyen pour rejoindre la fin, et un moyen le plus en harmonie avec les finalités sociologiques de l'anarchisme.

Luigi Fabbri

«L'organisation anarchiste», 1907, in *Volonté anarchiste* n°7, Paris, édition du groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste, 1979, pages 13-15.

La révolution contre le fascisme

LA RÉVOLUTION, on l'a dit souvent, ce ne sont pas les majorités qui la font, mais les minorités. C'est pour cela que les majorités, miso-néistes par nature, ne prendront jamais l'initiative de la révolution, mais se convertiront à des révolutions déjà commencées. Les minorités révolutionnaires ont pour fonction de briser les portes closes sur les voies de l'avenir ; et après, par les portes ouvertes de façon insurrectionnelle, passeront les majorités. Il est vrai que les minorités gaspilleraient en vain leurs forces – du moins sur le moment –, et se sacrifieraient sans profit, si le contexte n'était pas favorable, si les temps n'étaient pas mûrs, si une évolution antérieure n'avait atteint un certain degré. Mais personne n'a le mètre ou le manomètre pour savoir si les temps sont mûrs ou non, et si le milieu est suffisamment prêt. On peut même faire une erreur de jugement ; et on a alors les sacrifices anticipés, les héroïsmes, les martyrs. Cependant, si ceux-ci ne conduisent pas au triomphe, ils sont quand même utiles, dans la mesure où ils contribuent à la formation des consciences et à la maturation des temps. Car si les minorités initiatrices, en courant le risque de la défaite et du sacrifice, réussissent à défoncer la porte, c'est là la meilleure et unique preuve possible de la maturité des temps.

Le fascisme a démontré que tout cela est vrai. La contre-révolution, à la fin de 1920, avait tout de son côté, comme on l'a vu. Mais elle n'aurait pas triomphé sans l'initiative volontaire de la minorité fasciste. Les portes du passé semblaient s'être refermées irrémédiablement au nez des classes dirigeantes et des réactionnaires, lesquels se résignaient déjà à leur destin. Mais voici que le fascisme, interprète de leurs aspirations, saisit le moment de la faiblesse ennemie, et ose briser toutes les portes de la légalité et des habitudes passées. Alors seulement les classes dominantes comprennent qu'elles peuvent oser et, par la porte enfoncée, tentent de repousser l'Italie vers le passé, et tout se plie devant le vainqueur du moment : le pouvoir de la richesse et en même temps le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif.

L'exemple fasciste peut au moins avoir servi à quelque chose ; et le prolétariat, s'il veut, peut en tirer d'utiles enseignements, de même que toutes les minorités révolutionnaires. Le fascisme peut ainsi leur avoir enseigné « comment faire pour vaincre », comment on fait pour reprendre l'offensive et changer en victoire un début de défaite. Solidarité et organisation d'un côté, et de l'autre initiative audacieuse, force de volonté et esprit de sacrifice ! Certes, en dépit de tout cela, lorsqu'on est une trop faible minorité, on peut être battu par des forces adverses supérieures, mais sans ce type de comporte-



ment, aucune victoire n'est possible, même avec la plus grande des majorités.

Sans doute, une des causes de l'échec des révolutionnaires est le manque de persévérance, de discipline et d'organisation. Je parle de la discipline morale volontaire, non pas de la discipline militaire des partis autoritaires, qui consiste seulement dans l'obéissance des chefs ; je parle de discipline volontairement acceptée, qui consiste avant tout à conserver la foi dans les engagements librement contractés. Je préfère, parce qu'elle est meilleure et plus profitable, cette discipline dans la liberté à la discipline militaire de l'obéissance aveugle. Mais une discipline est nécessaire, et là où il n'y a pas la première, c'est la seconde qui gagne, quel que soit son drapeau. Voilà pourquoi, faute de discipline volontaire révolutionnaire, la force organisée de façon militaire a pris le dessus de façon inattendue – et, nous l'espérons, temporaire.

Il n'y a pas à se faire d'illusions. L'effort nécessaire que les minorités révolutionnaires auront à accomplir devra être supérieur à celui réalisé par le fascisme, puisque les premières ne peuvent, comme le second, compter sur l'appui d'organismes déjà existants et dotés de tous les moyens offensifs et défensifs. L'action révolutionnaire est plus difficile, car sa tâche n'est pas seulement de détruire, mais en même temps de reconstruire. D'ailleurs, même dans la destruction, puisque le but est le bien du plus grand nombre, la révolution doit se montrer plus prudente ; elle doit d'avantage être guidée par la finalité humaine générale plutôt que par un esprit de représailles et de vengeance, et doit faire attention à ne pas détruire avec les institutions parasitaires et nuisibles ces fruits de la civilisation et du progrès qui constituent le patrimoine commun et le matériel pour construire la société future

faite de liberté et de justice sociale.

Dans ces conditions, il est indiscutablement plus difficile de lutter et de vaincre, et l'effort initial à fournir est forcément plus important à fournir que celui de l'aveugle violence destructrice qui s'abat sur un objectif déterminé, sûre de son impunité. Pour engendrer un tel effort, il faudra faire appel à d'autres mobiles intérieurs, à tous ces sentiments générateurs d'enthousiasme et d'héroïsme, qui, joints à la raison, animent ceux qui combattent non pour le présent ou pour le passé, mais pour l'avenir : la foi dans son idéal, l'assurance d'être dans le vrai – ou d'en être proche plus que d'autres –, la conviction profonde de lutter pour un objectif de bonté supérieure, pour le bien moral et matériel de tous les hommes, même pour le bien des ennemis ; ennemis qui ne deviendront pas les opprimés ni les exploités de demain, mais, devenus frères et égaux parmi les égaux, seront eux aussi délivrés du joug de leur justice, qui aujourd'hui les rend si féroces. Malgré cela, l'avertissement de l'exemple fasciste demeure. Quand la minorité révolutionnaire et libertaire du prolétariat réussira à unir, grâce à un minimum de coordination, la quantité nécessaire d'efforts, de mépris du risque, d'esprit d'initiative et de sacrifice, elle aura triomphé — et non pas pour le bien-être et la liberté du prolétariat seulement, mais l'humanité entière.

Luigi Fabbri

« La contre-révolution préventive », 1975 (première édition 1922), in : Gaetano Manfredonia, *La Lutte humaine : Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 1994, pages 264-266.

Lutter pour tuer le **fascisme**

LE FASCISME, fruit malsain de la guerre et expression en partie voulue et en partie instinctive de l'esprit de conservation du régime politique et économique actuel, ne sera certainement éternel. Tôt ou tard il prendra fin.

Il se peut que le fascisme se termine par un processus de dissolution interne, qui nous échappe aujourd'hui, mais dont apparaissent de temps en temps des symptômes. Il se peut que certains chefs, satisfaits de leur «réussite», comprennent que, à trop tirer sur la corde, celle-ci pourrait se casser, et leur faire perdre tout le terrain acquis. Il se peut par conséquent que ce soit eux-mêmes qui actionnent le frein et arrêtent le mouvement. Ainsi, il n'est pas improbable que la partie la plus consciente, énergique, du fascisme décide volontairement de changer de voie, et entraîne le tout en dehors de l'ornière de la violence. Il peut, enfin, se produire une sorte de processus de réabsorption de la part des institutions politiques et sociales existantes, leur permettant de récupérer les fonctions usurpées par le fascisme.

J'ai déjà examiné quelques-unes de ces probabilités; et je n'exclus pas que pour une quelconque de ces raisons — qui peuvent également être différentes de celles que j'ai imaginées — le phénomène fasciste avec ses caractéristiques actuelles puisse à l'improviste et rapidement cesser ou disparaître. Peut-être... bien que je n'y croie guère!

Mon scepticisme à ce propos peut-être démenti par les faits; et j'en serais très heureux. Mais le contraire est aussi possible: que le fascisme, maintenant qu'il est né, ne meure pas assez vite ou de mort naturelle. Il se peut que cet ensemble d'intérêts formé autour de lui prenne un caractère stable; que l'organe réussisse à conserver la fonction, et donc à trouver toujours de nouvelles raisons d'être et d'exister.

Il se peut que le fascisme, même en modérant certains de ses aspects trop irritants et qui blessent le sentiment humain, reste et se consolide comme instrument de coercition violente. Il serait alors une épée de Damoclès continuellement suspendue sur la classe ouvrière, afin que celle-ci ne puisse jamais se sentir complètement en tranquillité ou bien s'abriter derrière la légalité, mais qu'elle craigne toujours de voir son droit violé par une violence imprévue et arbitraire.



Dans ce cas, pour la classe ouvrière, et en général pour tous ceux qui en ont épousé la cause, pour ceux qui estiment nécessaire la libération du prolétariat de l'esclavage du salariat, afin que tous les hommes conquièrent une plus grande justice, un bien-être accru et une plus grande liberté, il n'y a pas d'autre moyen que de tuer le fascisme. Il faut le tuer de propos délibéré, sans rester passivement dans l'expectative, sans se remettre fatalement à la force des choses, à l'évolution naturelle, au processus de dissolution, aux lois de l'économie, et à d'autres expressions semblables avec lesquelles les hommes masquent leur paresse, leur réticence à faire un nécessaire effort de volonté.

Tuer le fascisme ne signifie pas, naturellement, massacrer les fascistes. Souvent la violence contre ceux-ci encourage celui-là, au lieu de le tuer. Que ceux qui ont été agressés par le fascisme, en des circonstances déterminées de temps et de lieu, se défendent comme ils le savent et comme ils le peuvent est une chose naturelle et inévitable. Ce n'est pas un mal, mais même si cela l'était la chose arriverait quand même. Cependant, engager la lutte matérielle contre le fascisme, comme orga-

nisme en soi, en ne voyant d'autre ennemi que lui, serait une très mauvaise chose; ce serait comme tailler les branches d'une plante vénéneuse en laissant intact le tronc, comme se débarrasser de quelques tentacules de la pieuvre sans en frapper la tête. On pourra ainsi infliger aux fascistes des défaites partielles ou des deuils, mais cela ne servira qu'à rendre la lutte plus dure, et à renforcer le fascisme, contribuer à le rendre toujours plus robuste.

La lutte contre le fascisme ne peut être menée de façon efficace qu'en frappant les institutions politiques et économiques, dont il émane et dont il tire sa source. Les révolutionnaires, du reste, qui visent à la chute du capitalisme et de l'État, s'ils se laissent attirer par le fascisme, comme un éclair par le paratonnerre, s'ils consacraient leurs forces et s'ils s'épuisaient à le combattre seul, rendraient un service aux institutions; institutions qu'ils souhaiteraient pourtant démolir. L'État capitaliste, avec le croque-mitaine du fascisme, réussirait non seulement à se défendre, de vivre plus tranquille, mais aussi à convaincre une partie du prolétariat de collaborer avec lui, de se rallier de son côté. Même aujourd'hui, si d'un côté le capitalisme rançonne l'État avec le fascisme, l'État rançonne le prolétariat, lui disant approximativement: « Ou alors tu renonces à tes lubies d'expropriation politique et économique, et tu envoies tes chefs coopérer avec moi au renforcement des institutions, ou je te laisse rosser et massacrer par les fascistes, et, si cela ne suffit pas, je leur donnerai un coup de main moi aussi! »

Tant que le prolétariat sera habitué à voir dans le fascisme son ennemi particulier, à combattre à part, le chantage contre lui de la part du gouvernement réussira; et tant que le chantage réussira, le gouvernement aura intérêt à ce que le fascisme (plus ou moins susceptible de suivre ses indications) continue d'exister.

Luigi Fabbri

«La contre-révolution préventive», 1975 (première édition 1922), in Gaetano Manfredonia, *La Lutte humaine: Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*, Paris, Éditions du Monde Libertaire, 1994, pages 259-261.

Des origines anarchistes et ouvrières du 1^{er} mai

QUAND ON CHERCHE sur Internet à se renseigner sur le Premier mai, on tombe sur: traditions celtiques, célébration du printemps... voire fête du travail! Côté images, on a droit à une kyrielle de bouquets, exclusivement de muguet, mais pas aux portraits de August Spies, George Engel, Adolph Fischer, Louis Lingg, Michael Schwab, Oscar Neebe, Samuel Fieldenet ou Albert Parsons. De qui sont ces noms à consonance d'outre-rhin? Ce sont ceux de militants anarchistes actifs dans le jeune mouvement ouvrier du Chicago de la fin du XIX^e siècle. Ils ont payé de leur vie leur participation aux premières luttes pour la réduction du temps de travail. Ils deviendront le symbole de cette revendication (les martyrs de Chicago), et le Premier mai deviendra dans le monde entier la fête de la solidarité ouvrière.

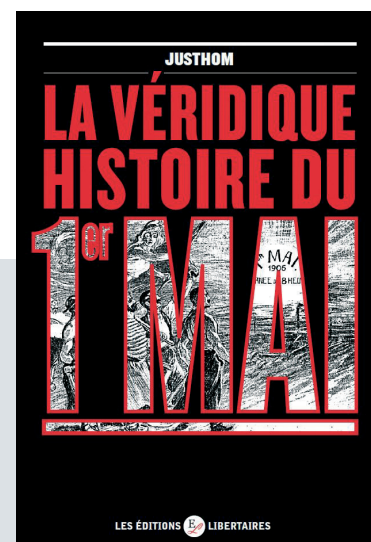
Au cours des années, on a oublié ses origines. De jour de grève et de révolte, cette journée fut dénaturée par Pétain qui la transforma en fête du travail... C'est pourquoi la brochure de notre camarade Justhom, en complément des *Dommanget et consorts*, apporte un nouvel outil de propagande. Comme il est dit sur la quatrième de couverture de La

Véridique histoire du 1er Mai: « Nous sommes en 2014. Depuis déjà plusieurs décennies le 1er mai est vécu comme un simple jour férié (on ne bosse pas, on est payé et on peut aller à la plage), l'occasion d'une cérémonie d'un autre âge (quelques défilés traîne-savates de plus en plus désertés, annonçant une foultitude de revendications disparates), voir la « fête du travail. Il n'en fut pas toujours ainsi. »

Justhom nous administre une piqûre de rappel: effectivement « pendant des décennies, partout dans le monde, le 1er Mai sera une journée de lutte pour l'obtention de la journée de huit heures ». Et le mot « lutte » n'est pas ici galvaudé. À Chicago comme chez nous à Fourmies, comme à Rome, à Barcelone ou ailleurs, les travailleurs ont versé leur sang et donné leur vie pour l'amélioration des conditions de travail, et l'abolition du salariat.

En ces temps de confusion et d'amnésie, ce petit ouvrage nous rappelle fort à propos que loin d'être la « fête du travail », le 1er Mai est la journée internationale de lutte des travailleurs. La nuance est d'importance! Merci donc à Justhom de nous avoir rafraîchi la mémoire.

Loulou Barbesois



Justhom, La Véridique histoire du 1^{er} Mai, Éditions libertaires, 5 euros.

Foire à l'autogestion

Du 28 au 29 juin 2014

LA FOIRE À L'AUTOGESTION est le point de rencontre de toute une galaxie de collectifs, d'associations, d'entreprises, de coopératives, d'organisations syndicales et politiques qui cherchent à faire vivre l'idée d'autogestion.

«L'autogestion sera joyeuse ou ne sera pas»

La crise économique et financière qui ébranle le monde est aussi une crise de civilisation, face à laquelle les réponses habituelles, néolibérales comme étatistes, sont impuissantes. L'autogestion peut constituer une alternative.

Phénomène planétaire, l'autogestion s'inscrit dans la longue tradition historique des coopératives et des «récupérations d'entreprises», de la Commune de Paris au Printemps de Prague, de la révolution espagnole à la Pologne d'août 1980, de LIP à l'Argentinazo en 2001. Elle apparaît dans les luttes sporadiques et s'imprègne des pratiques alternatives, de la réappropriation collective de l'habitat au lien direct avec les paysans et les producteurs.

Comme chaque année depuis 2012, elle sera au centre d'un événement festif et populaire le week-end des 28 et 29 juin : la Foire à l'autogestion. On y trouvera des forums, des ateliers, des débats, des concerts, des films, des spectacles, à boire et à manger... une librairie, un infokiosque, un espace enfants... Avec en vedette pour le concert du samedi 28 juin : Moussu T e Lei Jovents (mais si ! Tout le monde connaît Mademoiselle Marseille ! M'enfin... et nous on aime particulièrement Mon drapeau rouge...).

M. Pudre

28 et 29 juin 2014
à La Parole errante
www.foire-autogestion.org
9 rue François Debergue
93100 Montreuil
M Croix de Chavaux

3e foire à l'autogestion

3e foire à l'autogestion

28 et 29 juin 2014

à boire et à manger : Des ateliers, des débats, des stands, des formations, des forums, des infos, de la musique, du cinéma, du théâtre, des livres et plein d'autres trucs...
avec un spectacle pour le concert du samedi soir

Moussu T e lei jovents

www.foire-autogestion.org

à la Parole errante, 9 rue François Debergue à Montreuil. M° Croix de Chavaux (L9)



Jeudi 19 juin

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

19:30 > 20:30 **Askatasunak!** Actualité politique en Euskal Herria (Pays basque) dans le conflit qui oppose toujours un peuple à deux Etats.

Vendredi 20 juin

16:00 > 17:30 **Sortir du colonialisme.**

Samedi 21 juin

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.** Tchök, lutte de classe aux Antilles et ailleurs avec Nemo (éd. Armaguedon)

13:30 > 15:30 **Chroniques rebelles.**

17:00 > 19:00 **Bulles noires.** BD et polar.

Dimanche 22 juin

22:30 > 00:00 **Seppuku.** Programme autour des musiques étranges et aventureuses (electronica, techno minimale, ambient, post-rock, hip-hop abstrait, etc).

Lundi 23 juin

16:00 > 18:00 **Trous Noirs.**

18:00 > 19:30 **Sciences en liberté.** Une heure trente pour déménager la biologie.

Mardi 24 juin

18:00 > 19:30 **Pas de quartiers...** L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel, aimablement destinée à ceux qui détestent les winners, les longues canines et langue de bois.

19:30 > 20:30 **Parole d'associations.** À l'occasion de la Marche des fiertés dont le mot d'ordre sera cette année « Droits des LGBT : allons au bout de l'égalité », nous recevrons Hélène Hazera d'Act up-Paris entourée d'amies.

Mercredi 25 juin

18:30 > 20:30 **Femmes libres.** Interview de Tan qui anime un blog sur les violences sexistes et a recueilli de nombreux témoignages. Céline, comédienne, dira certains textes.

20:30 > 22:30 **Ras les murs.** Pour l'abolition de la prison.



L'ARMEE RECRUTE...



...ELLE TE TEND LA MAIN.

FEDERATION ANARCHISTE
145 RUE AMELOT -75011 PARIS

Qui sème la misère récolte la colère Révolution sociale et libertaire

Fédération anarchiste rue Amelot 75011 Paris

AGENDA

Vendredi 20 juin

Paris XI^e

19h30. Projection-débat avec l'émission de Radio libertaire L'entonnoir. Le film: une émission Apostrophes (de Bernard Pivot), *Qui est fou?*, 1976, 1h09, avec Nicole Martin, ex-psychiatrisée (*Rescapée d'un mythe*), Gérard Hof, passé en conseil de discipline et radié (*Je ne serai plus psychiatre*), Roland Jaccard, journaliste, psychothérapeute (*L'Exil intérieur*) et Henri Baruk, psychiatre, professeur (*Des hommes comme nous*). Ce document porte un regard sur l'antipsychiatrie en France dans les années 1970, période la plus florissante pour cette lutte. Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Rochefort-en-Terre (56)

20h30. Mieux connaître les zapatistes, avec Guillaume Goutte, auteur de *Tout pour tous. L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme* (Libertalia), débat précédé d'une projection. Soirée organisée par le café de la Pente, le groupe libertaire Lochu, la FA Vannes et De la terre aux pavés. Café de la Pente. Entrée libre.

Samedi 21 juin

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Jean Rat, auteur du livre *La Monnaie de leur pièce. Plein feu sur le capital et l'État* (Éditions libertaires). Qu'est-ce que le capitalisme? Qu'est-ce que l'État? Quelle est leur nature profonde? Leur histoire? Comment fonctionnent-ils? Sur quelles logiques se fondent-ils? Pourquoi ces deux-là s'entendent-ils comme larrons en foire? Sont-ils vraiment indépassables comme on ne cesse de nous le répéter? Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Dimanche 22 juin

Paris XVII^e

18 heures. Serge Utgé-Royo chante *Un nuage espagnol, memorias ibéricas*. Ce concert inaugurera la série d'initiatives proposées par l'asso 24 août 1944 qui célèbre la mémoire des républicains espagnols, premiers libérateurs de Paris, il y aura bientôt soixante-dix ans... L'Européen 3-5, rue Biot. Tarifs de 24 à 2 euros. Résa: 0143879713.

Mardi 24 juin

Marseille (13)

19 heures. Conférence-débat sur l'avenir des gauches et les défis de l'extrême droite avec Philippe Corcuff (maître de conférences de science politique, membre de la FA) et Samuel Johsua (professeur honoraire en sciences de l'éducation, membre du Front de gauche), organisée par l'université populaire et républicaine de Marseille, maison de la région Paca, 61, La Canebrière (ligne 2, station Belsunce-Alcazar).

Samedi 28 juin

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Justhom, auteur du livre *La Véridique Histoire du 1^{er} mai* (Éditions libertaires). Du 1^{er} mai 1886 à Chicago, à aujourd'hui ce livre nous raconte la véritable histoire du 1^{er} mai, un important moment de la lutte des exploités contre le capitalisme. Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Merlieux (02)

17 heures. Projection du film *Hélène Berr, une jeune fille dans Paris occupé* (65 mn, 2013).

18h30. Débat avec le réalisateur Jérôme Prieur autour du film et de ses

derniers ouvrages *Une femme dangereuse* (Le passage, 2013) et *Le Mur de l'Atlantique, monument de la Collaboration* (Denoël, 2011 + Film, 2013). Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur <http://kropotkine.cybertaria.org>. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Tournée Tout pour tous !

L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme.

1994-2014: Les zapatistes fêtent leur vingtième année de révolution.

Saviez-vous que, depuis plus de vingt ans, au Chiapas (sud du Mexique), une partie de la population vit en s'auto-organisant et en repoussant les nuisances de l'État et du capital? Pour mieux comprendre les indigènes qui ont décidé cette autonomie libertaire, venez débattre avec Guillaume Goutte, participant de la Petite École zapatiste en 2013, militant de la Fédération anarchiste et auteur du livre *Tout pour tous! L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme* (Libertalia, 2014).

Lundi 16 juin. Caen (14), campus 1 de la fac à l'amphi Tocqueville, 20 heures.

Mardi 17 juin. Nantes (44), campus B17 20h30.

Mercredi 18 juin. Rennes (35), local la Commune, 20 heures.

Jeudi 19 juin. Brest 29, La Poudrière, 19 heures.

Vendredi 20 juin. Rochefort-en-Terre (56), le café de la Pente, 20h30.

Samedi 21 juin. Bannalec (29), Le mouton enneigé, 15 heures.

Dimanche 22 juin. Berrien (29), café librairie l'Autre Rive, 19h30.



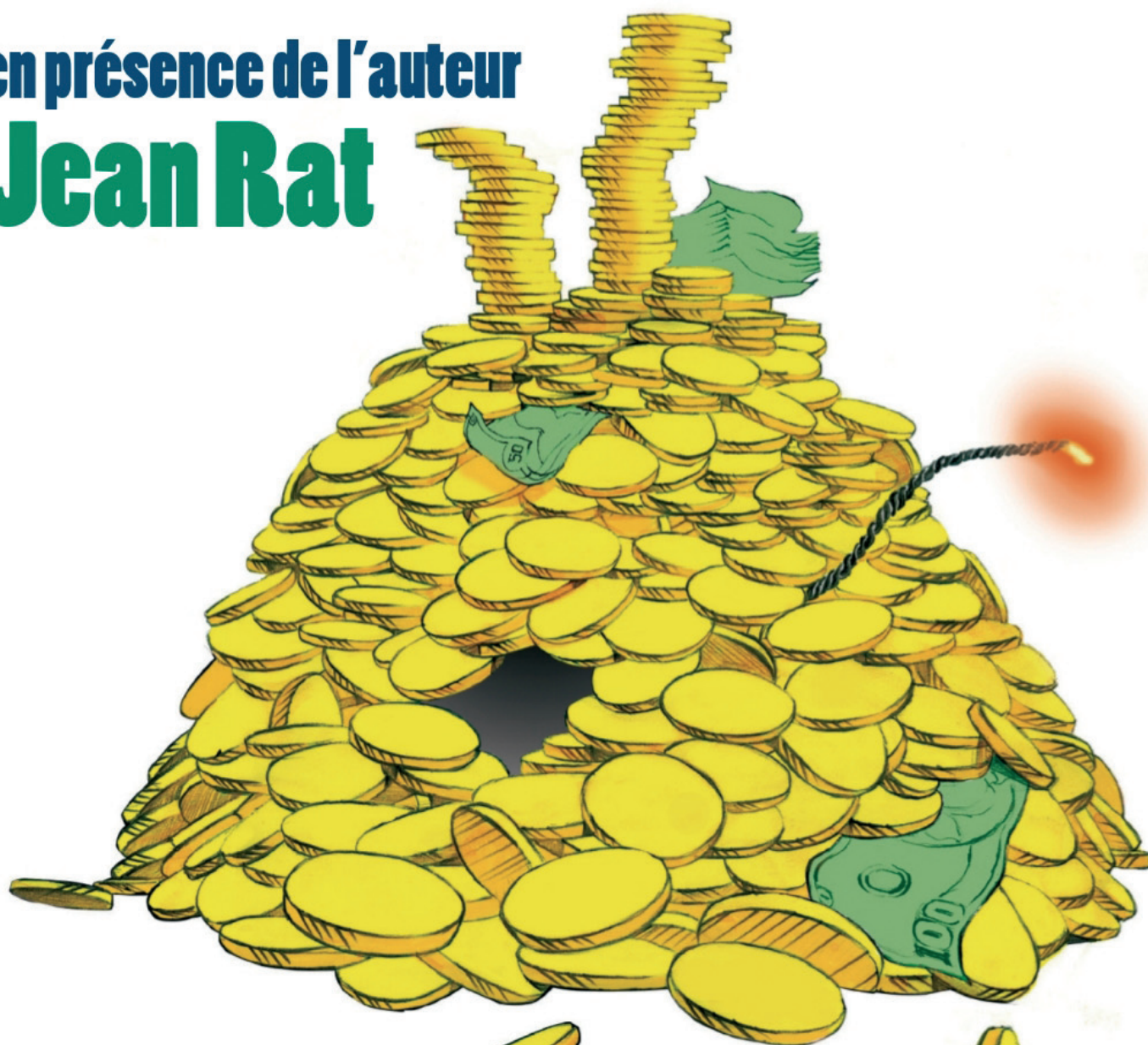
PRÉSENTATION DU LIVRE

LA MONNAIE DE LEUR PIÈCE

PLEINS FEUX SUR LE CAPITAL ET L'ÉTAT

SUIVIE D'UN DÉBAT LIBRE

en présence de l'auteur
Jean Rat



SAMEDI 21 JUIN 2014 - 16:30
à la librairie Publico - 145 rue Amelot, Paris XI^e